

## INTERVIEW

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

# « Nous ignorons l'origine des prises de décisions »

Alejandro Marx

**Lors du discours et du débat annuel sur la coopération, le 18 mars, Xavier Bettel a préparé le terrain à 170 millions d'euros de coupes en liant les budgets consacrés à l'aide publique au développement (APD) et ceux dédiés au climat. Dans une interview au woxx, trois responsables d'ONG de développement réagissent à cette annonce et à la réforme de l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui fait partie de leurs missions.**

Au sein de la nouvelle Maison des ONG de développement, installée avenue de la Liberté, à Luxembourg, Nicole Ikuku directrice du Cercle de coopération des ONGD, Aude Ehlinger coordinatrice générale d'ASTM-Action Solidarité Tiers Monde et Sebastian Weier responsable du plaidoyer politique de SOS Faim répondent aux questions du woxx sur l'orientation de la politique de coopération du Luxembourg.

**woxx : Que pensez-vous du débat à la Chambre des députés sur la coopération au développement ?**

**Nicole Ikuku :** Nous avons été surpris par certaines déclarations du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Xavier Bettel. Par contre, nous sommes rassurés de voir que les députés de la Commission des affaires étrangères soient réceptifs à nos propositions. Nous soutenons la continuité de l'additionalité des fonds de l'aide au développement et de la finance climatique. Plusieurs députés, comme Joëlle Welfring, continuent de défendre cette position à la Chambre. Son intervention nous a permis d'apprendre que le ministre souhaite faire des coupes dans le budget. Les députés doivent être fermes et ne pas voter cette réduction.

**Quelle forme prendrait cette réduction de l'aide publique ?**

**Nicole Ikuku :** Le ministre propose d'inclure les 170 millions d'euros du budget pour la finance climatique internationale dans le total de l'aide au développement officiel. C'est de fait une coupe budgétaire. En 2024, 55 députés avaient voté la motion garantissant l'additionalité des fonds.

**Sebastian Weier :** L'aide au développement se situe aujourd'hui autour de 1 % du RNB, avec un budget de 495 millions d'euros environ. La réduction de l'aide publique au développement de 170 millions d'euros constituerait donc une coupe d'un tiers de l'aide.

**Comment évaluez-vous vos relations avec les ministères ?**

**Nicole Ikuku :** Sur la cohérence des politiques pour le développement, ces relations passent par le comité interministériel sur la coopération. Nous y participons en tant qu'observateur. C'est l'opportunité de thématiser les problèmes et les objectifs. Cependant, il n'y a pas de débat sur les incohérences des politiques. Nous ne sommes pas consultés sur les nouveaux pays partenaires et les nouvelles stratégies. Nous ignorons l'origine des prises de décisions.

**Aude Ehlinger :** Les ONGD sont consultées, mais le dialogue est parfois complexe. J'ai l'impression que notre contribution est déconsidérée depuis 2024. Le dialogue avec le ministère est devenu beaucoup plus crispé.

**Quelle est votre opinion sur le nouveau cadre pour l'éducation à la citoyenneté mondiale ?**

**Aude Ehlinger :** Nous saluons les premiers résultats de cette réforme, tels que le cadre stratégique de l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui donne au secteur une vision jusqu'à 2035 et des modalités de financement sur 5 ans, qui permettent aux ONG de se projeter dans ce cadre. Cependant, les postulats de départ et le rythme imposé par le ministre ont pesé sur le processus d'élaboration de la réforme. Des changements structurants ne se construisent pas en quelques mois,

quel que soit le secteur d'activité. Des organisations ont dû repenser leurs modalités de financement et de gouvernance. De plus, certaines ONG ont suspendu, voire arrêtées, leurs activités d'éducation au développement afin de pouvoir s'investir dans la définition du cadre de la réforme, mais également en raison de l'incertitude liée au financement public. D'autres ont mené de front la réforme tout en maintenant leur niveau d'activités et ceci a participé à une forme d'épuisement au sein du secteur. La réforme ne fait que commencer, les modalités ne sont connues que depuis février et elles doivent maintenant être mises en œuvre à travers des programmes qui seront soumis au ministère fin avril.

**Nicole Ikuku :** Les personnes en charge de l'éducation à la citoyenneté mondiale ont également d'autres tâches comme la planification, la communication, la création d'activités... Ce secteur a un rôle à jouer au Luxembourg et à l'étranger. Dans un contexte mondial de crise démocratique, de désinformation et de non-respect des droits humains, l'éducation à la citoyenneté mondiale remplit un rôle de prévention.

**« Il n'y a pas de débat sur les incohérences des politiques. Nous ne sommes pas consultés sur les nouveaux pays partenaires et les nouvelles stratégies. Nous ignorons l'origine des prises de décisions. »**

**Certains députés ont critiqué le rôle du Comité pour une paix juste au Proche-Orient. Que cela signifie-t-il ?**

**Nicole Ikuku :** Les ONG sont de plus en plus visées dans le monde. Nous sommes surpris de cette tentative de délégitimation au Luxembourg. Le CPJPO est pourtant agréé par le ministère des Affaires étrangères et reçoit le soutien de la ville de Luxembourg. Il rend des comptes à ces institutions. Il est également membre du Cercle de coopération des ONGD.

**Quel impact a, pour les ONG, le retrait de la coopération au Sahel ?**

**Nicole Ikuku :** Malgré le retrait, les ONG luxembourgeoises continuent de soutenir les partenaires locaux avec l'appui du ministère. Cependant, nous voudrions que les stratégies de retrait de la région incluent la consultation des ONG présentes. Les retraits ont été très soudains.

**Aude Ehlinger :** L'insécurité complique le travail d'accompagnement des organisations partenaires auprès des communautés.

Nicole Ikuku directrice du Cercle de coopération des ONGD et Aude Ehlinger coordinatrice générale de l'ASTM (Action Solidarité Tiers Monde).



PHOTO : ALEJANDRO MARX

**Sebastian Weier :** Le contexte est très dangereux pour des ressortissants européens. Si les équipes locales peuvent continuer leur travail, la situation devient également difficile pour eux. Au Niger, un partenaire de SOS Faim se trouve actuellement en prison. À nos yeux, il est détenu arbitrairement.

*Que pensez-vous de la création d'une Maison des ONG, avenue de la Liberté, à Luxembourg, et de l'éventualité d'en faire un café ?*

**Nicole Ikuku :** Nous sommes contents que le ministre Bettel ait concrétisé la création d'une Maison des ONG. Cela faisait 20 ans que nous plaillions en sa faveur. Bien que le ministère soit très engagé dans cette initiative, il a tendance à rentrer dans le micro-management et à oublier son rôle dans le suivi du chantier. Xavier Bettel n'est pas favorable à l'idée d'installer une bibliothèque au sein de la Maison. Pourtant, c'est le lieu historique du centre d'information CITIM avant son installation rue Adophe Fischer. Le CITIM n'est pas qu'une bibliothèque, il contribuera à l'animation du lieu, avec les autres ONGD, en faveur de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Nous sommes d'accord qu'il faut attirer un public diversifié dans cette maison, mais cela doit se faire sans appartenance au secteur marchand.

**Aude Ehlinger :** Le concept de la Maison des ONG a été validé par le ministère des Affaires étrangères et les ONGD en avril 2025. Nous comprenons que le ministère a besoin d'être rassuré sur sa mise en œuvre opérationnelle et nous lui avons présenté plusieurs idées concrètes d'organisation pour attirer du public. Nous voulons donner la priorité à la sensibilisation dans ce lieu que toutes les ONGD vont contribuer à faire vivre. Dans ce cadre, la consommation de café et d'autres produits devra être une activité réservée aux ONGD qui animeront la Maison. Le but est de susciter des réflexions sur l'impact des choix des consommateurs sur le monde.

*La place croissante du secteur privé dans la coopération oblige-t-elle à revoir la responsabilité des entreprises ?*

**Nicole Ikuku :** Le devoir de vigilance instaure une diligence complète de respect des droits humains dans toute la chaîne de valeur des entreprises. Cela s'applique également aux entreprises qui participent à un projet de la coopération luxembourgeoise. Les députés ont notamment mentionné le « Business Partnership Facility » de LuxDev. Alors que l'accord entre l'agence du développement luxembourgeois et une entreprise privée stipulait une obligation de suivi et de diligence, une évaluation a montré que l'entreprise n'avait pas créé de méca-

nisme de suivi. Le secteur privé peut être intégré à la coopération, mais il faut un suivi comparable à celui qui s'applique aux ONGD. La coopération est supposée être non-liée. Elle ne peut pas servir à prendre pied dans un marché en faveur du secteur commercial.

**« Dans un contexte mondial de crise démocratique, de désinformation et de non-respect des droits humains, l'éducation à la citoyenneté mondiale remplit un rôle de prévention. »**

*La Commission européenne a lancé l'initiative Global Gateway. Comment s'y associe le Luxembourg ?*

**Sebastian Weier :** Cette initiative cherche à promouvoir des entreprises privées européennes, souvent vers des projets d'infrastructure dans des régions en dehors de l'Union européenne. Ce projet de l'UE a vu la société civile européenne demander l'accès aux décisions et aux études de projets. Elle participe désormais à une plateforme consultative, mais l'accès aux informations reste très difficile. Nous revendiquons la transparence et la participation de la société civile auprès du ministère des Affaires étrangères. Ce dernier n'a pas encore réagi.

*En février, la Chambre a voté pour l'augmentation du capital du Luxembourg dans la Banque africaine de développement. Plus généralement, que pensez-vous du rôle du Luxembourg dans les banques de développement ?*

**Sebastian Weier :** Le Luxembourg est membre de plusieurs banques de développement. Nous souhaitons que les pays du Sud global soient mieux représentés dans la gouvernance des institutions multilatérales, notamment issues des accords Bretton Woods, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le gouvernement luxembourgeois soutient cette position dans ses déclarations, mais avec peu de résultats.

*La question des dettes insoutenables pour les pays en développement est-elle toujours d'actualité ?*

**Sebastian Weier :** Plusieurs pays souffrent d'une dette insoutenable qui, dans certains cas, les voit dépenser plus pour rembourser les intérêts que pour financer la santé publique. Nous sommes en faveur de l'annulation des dettes des pays pauvres. Une grande partie des dettes appartiennent à des acteurs privés.

AVIS

**Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**

**Administration des bâtiments publics**

**Avis de marché**

**Procédure :** 10 européenne ouverte

**Type de marché :** travaux

**Date limite de remise des plis :** 05/05/2026 10:00

**Intitulé :**  
Travaux de carrelages de piscine à exécuter dans l'intérêt du Domaine thermal à Mondorf-les-Bains - rénovation et mise en conformité.

**Description :**  
Fourniture et pose de carrelage y compris travaux d'étanchéité et tous les accessoires, à réaliser dans 3 piscines publiques.  
Les piscines concernées ont la particularité pour deux d'entre-elles, d'être à eau thermale.

La durée des travaux est de 347 jours ouvrables répartis en 3 phases (103 jours piscine de rééducation, 120 jours piscine « Badesee », 144 jours piscine thermale), à débuter au courant du 3e trimestre 2026.  
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

**Critères de sélection :**  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

**Conditions d'obtention du dossier :**  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

**Réception des plis :**  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

**N° avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu) :** 2600716

**Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**

**Administration des ponts et chaussées**

**Division des travaux neufs**

**Avis de marché**

**Procédure :** 10 européenne ouverte  
**Type de marché :** services

**Date limite de remise des plis :** 05/05/2026 10:00

**Lieu :**  
Les offres sont obligatoirement à remettre via le portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Fouilles archéologiques préventives - Gallo-Romaines relatives à la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbruck.

**Description :**  
Nature des travaux :  
Les travaux consistent notamment en :  
• La réalisation de fouilles archéologiques préventives sur une surface d'environ 10.000 m².  
• Des travaux de remblais : 3.500 m³.

Délai d'exécution des travaux : 240 jours ouvrables.  
Début prévisionnel des travaux : octobre 2026.

**Conditions d'obtention du dossier :**  
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

**Réception des plis :**  
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

**Autres informations :**  
Le détail des conditions minima de participation est repris dans le fascicule 1 du marché à l'article 9.3.1.

**N° avis complet sur [pmp.lu](http://pmp.lu) :** 2600839